



Méthodes et outils d'évaluation intégrée des politiques d'économie verte inclusive

La note d'orientation qui suit procède d'un rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) intitulé « Outils et méthodes d'évaluation intégrée pour une économie verte inclusive en Afrique », répondant à ce qu'avait demandé la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui avait invité les organismes des Nations Unies et les autres entités internationales à soutenir les pays pour l'adoption de méthodes, d'outils et de modèles d'évaluation et de mise en œuvre de politiques d'économie verte inclusive. De plus, la Déclaration consensuelle africaine pour Rio+20 demanda un soutien pour aider les pays africains à évaluer les coûts et les avantages de la transition vers une économie verte, et à élaborer et exécuter les politiques voulues. Dans le Document final de la Réunion régionale d'application de l'Afrique pour les Processus de suivi Post-Rio+20, il est demandé à la CEA et à ses partenaires d'aider à améliorer l'utilisation et l'application des approches et des outils, dont les évaluations intégrées, susceptibles de favoriser l'intégration équilibrée des trois dimensions du développement durable. À ce propos, le rapport de la CEA présente une évaluation de méthodes et d'outils en fonction de divers critères, dont les moyens qu'ils offrent de soutenir une ou plusieurs phases du cycle de formulation de politiques intégrées, compte tenu du contexte spécifique de l'Afrique, en guidant les décideurs et les experts techniques dans leurs choix. On reprend dans la présente note les principales constatations du rapport.

Importance des méthodes et des outils intégrés pour la formulation et la mise en œuvre de politiques d'économie verte inclusive

L'analyse des politiques d'économie verte inclusive dans les pays africains est guidée par des méthodes et des outils analytiques susceptibles de livrer des projections et des évaluations des répercussions des schémas actuels de consommation et de production sur l'économie, la société et l'environnement, permettant ainsi de comprendre des dynamiques complexes et de dégager d'autres scénarios envisageables pour un avenir plus viable. Il est certes évident que les nouveaux défis mondiaux appellent des efforts concertés, mais les réalités nationales n'en demeurent pas moins centrales pour la formulation des politiques de développement. Il faut donc, à cet égard, que les méthodes et les outils d'évaluation des politiques d'économie verte inclusive soient adaptables aux spécificités des pays africains, traduisent les conceptions et les priorités nationales de développement, et concourent au suivi des progrès vers les objectifs de développement durable, les autres engagements mondiaux et les cibles sectorielles.

Il existe plusieurs cadres méthodologiques et jeux d'outils qui aident les décideurs à analyser ces questions en évaluant les différentes options et leurs résultats possibles, et grâce auxquels ils peuvent plus facilement se pencher sur les incertitudes liées aux facteurs extérieurs pouvant jouer pour les pays et apprécier ce qu'il est possible de faire à ce sujet. Pour être vraiment utiles, ces méthodes et outils doivent pouvoir servir

aux différentes phases du cycle de choix de politiques intégrées et inclusives : définition des questions (à mettre au programme) ; formulation des politiques ; prise de décision ; mise en œuvre ; suivi et évaluation. Les méthodes et outils sont de deux types : ceux qui servent en amont et ceux qui servent en aval. En amont, ils servent pour les phases de planification et de choix des questions à mettre au programme, de formulation, de prise de décisions et dans une certaine mesure de mise en œuvre. En aval, ce sont ceux qui servent pour l'évaluation a posteriori des politiques, permettant de jauger les résultats du point de vue des gains et des répercussions pour l'économie verte inclusive.

Principales phases du cycle des politiques



Il n'existe pas de cadre méthodologique unique expressément conçu pour aider les décideurs tout au long du cycle des politiques. En fonction des objectifs spécifiques d'une évaluation, les décideurs peuvent choisir une méthode visant un secteur particulier dans le détail, ou recourir à celles qui permettent une appréciation plus globale, souvent nécessaire lorsqu'on cherche à évaluer de manière intégrée les phénomènes d'économie verte inclusive. Une bonne combinaison de méthodes permet ainsi aux décideurs de tirer le meilleur parti de chacune d'entre elles, de telle sorte que les dimensions sociale, économique et environnementale soient prises en compte simultanément, et, si possible, en parfaite cohésion.

Exemples de méthodes et d'outils

Méthodes	Outils
Études de faisabilité	Indicateurs de l'économie verte
Analyse d'impact	Système de comptabilité économique environnementale
Analyse d'impact sur la pauvreté et d'impact social	Valorisation des services écosystémiques
Évaluation environnementale stratégique	Analyse de coûts-avantages
Évaluation d'impact sur l'environnement	Analyse du cycle de vie
Audits environnementaux	Diagramme de boucle causale
Système d'aide à la décision	Analyse Delphi
	Modèles d'équilibre général calculable
	Modèles imbriqués
	Modèles intégrés

Les outils sont conçus pour aider les décideurs à jauger les politiques, les projets et les investissements en fonction des objectifs et des cibles fixés. Nombre d'entre eux, déjà utilisés dans les pays africains pour la formulation des politiques et les activités d'évaluation, assurent une aide précieuse à la planification intégrée. Certains d'entre eux permettent de prévoir les répercussions des politiques et des investissements à court, à moyen et à long terme. D'autres, par exemple les techniques d'appréciation des politiques et projets, offrent une représentation statique du système, et indiquent les répercussions d'une intervention extérieure sur un jeu d'indicateurs. Lorsqu'il s'agit d'évaluation en fonction de l'économie verte inclusive, il convient d'équilibrer ces deux approches, afin de bien prendre en compte et évaluer les résultats tant immédiats qu'à long terme de la mise en œuvre des politiques envisagées.

Adaptation au contexte africain

Pour choisir les méthodes et les outils d'évaluation des politiques d'économie verte inclusive en Afrique, il faut tenir compte des questions ou problèmes à analyser, du contexte et du degré de préparation de l'équipe chargée de l'étude. Pour les pays africains, il importe de prendre en considération : l'orientation thématique, la facilité d'adaptation et d'utilisation, les données nécessaires et leur disponibilité.

L'orientation thématique : l'orientation sectorielle ou thématique des outils et méthodes est à apprécier par rapport à la définition généralement admise de l'économie verte inclusive, qui varie selon le contexte national. Sont particulièrement pertinents pour l'Afrique les outils qui permettent une analyse intégrée, transversale, des politiques et plans d'économie verte inclusive. La raison en est que la formulation des politiques en Afrique doit nécessairement tenir compte d'interconnexions fortes entre développement social, croissance économique et qualité de l'environnement. Des outils sectoriels peuvent servir également pour des évaluations sur l'ensemble du cycle des politiques, car ils permettent une analyse approfondie du secteur considéré (eau, énergie, tourisme, agriculture et sécurité alimentaire, gestion des déchets, biodiversité) pour chacune des phases du cycle.

Facilité d'adaptation : les pays africains font face à différents problèmes de protection environnementale (dégradation des sols, gestion des déchets, perte de biodiversité...), de croissance inclusive (transformation structurelle viable, par exemple) et de bien-être social (pauvreté...). En outre, les priorités nationales de développement dépendent dans une large mesure des projets politiques du gouvernement, et sont très influencées dans tous les pays par les considérations culturelles, économiques, sociales environnementales. Il faut donc que les outils et les méthodes puissent être facilement adaptés au contexte des différents pays pour aider véritablement les décideurs à analyser les politiques d'économie verte inclusive. Toutefois, si la facilité d'adaptation est essentielle dans certains cas, il y a aussi des situations où les décideurs peuvent préférer se servir d'une méthode standard. Dans le contexte africain, ce choix peut être à faire en fonction de différents facteurs, tels que : la meilleure comparabilité des résultats (par exemple pour la comparaison avec d'autres pays africains ou avec des pays développés) ; le temps nécessaire pour l'adaptation d'un outil, surtout lorsque les décisions sont à prendre dans des délais serrés ou en réponse à une crise urgente ; et les efforts à consentir (renforcement des capacités, financement) pour mettre au point et utiliser un outil sur mesure.

Données nécessaires et leur disponibilité : la collecte de données s'est intensifiée ces dernières années, mais la disponibilité de données fiables pour des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux en particulier reste souvent un problème pour les pays africains. On peut en dire autant de l'évaluation de la gouvernance, qui est tout aussi cruciale pour la conception et l'évaluation des politiques que pour l'appréciation de la qualité et de la cohérence des données servant aux évaluations. Les méthodes et les outils qui exigent de grandes activités de collecte risquent donc d'être difficiles à utiliser dans certains contextes.

Nécessité d'une combinaison d'outils, et incidences pour les capacités

Vu la définition de l'économie verte inclusive et ses ramifications politiques, les modèles intégrés sont les meilleurs outils d'évaluation de l'économie verte inclusive en Afrique. Ces outils correspondent à la portée intersectorielle des projets d'avenir et des plans de développement nationaux. Mais ils exigent beaucoup de données, et imposent de faire appel à la participation des parties prenantes dans tous les secteurs, ainsi qu'à des compétences interdisciplinaires. Nombre d'eux, par ailleurs, ne se prêtent pas aisément à une adaptation au contexte des pays africains et aux objectifs de l'évaluation des politiques en fonction de l'économie verte inclusive. Il pourrait être utile en conséquence de combiner plusieurs outils en recourant aux modèles imbriqués, mais ces combinaisons exigent encore plus de données, et il faut veiller de très près à la cohérence des méthodes et des hypothèses, ainsi qu'à la complémentarité des modèles retenus. Ces méthodes ont en commun la nécessité de faire appel à de multiples parties prenantes et à des savoirs pluridisciplinaires.

La volonté actuelle de mettre au point et de réaliser des politiques d'économie verte inclusive qui répondent aux aspirations de développement durable oblige à renforcer les capacités d'analyse et de démarches intégrées. Il faut donc trouver des solutions aux insuffisances de capacités techniques, institutionnelles et statistiques, ainsi qu'aux problèmes de disponibilité et de qualité des données, afin de doter les pays d'Afrique de meilleurs moyens pour formuler, mettre en œuvre, suivre et évaluer des politiques et des stratégies d'économie verte inclusive.

Recommandations

- (a) Il faudrait améliorer les connaissances d'analyse fonctionnelle, et assurer la formation voulue aux spécialistes de diverses disciplines et dans tous les groupes de parties prenantes. Il y a lieu en outre de renforcer les capacités analytiques des décideurs. Cela permettrait de mieux faire comprendre les retentissements à court et à long terme des politiques d'économie verte inclusive, et la mise en perspective des résultats d'analyse compte tenu des spécificités des pays africains ;
- (b) Parallèlement à l'amélioration des savoirs et des compétences des décideurs, il faudra prévoir le perfectionnement des compétences techniques. Il s'agit de développer les compétences d'analyse intégrée, afin d'assurer un bon choix et une bonne utilisation des méthodes et des outils voulus à chaque phase du cycle des politiques, ainsi que des résultats utiles à communiquer aux décideurs ;
- (c) Le renforcement des capacités est à axer sur la création d'outils intégrés, la combinaison de différents outils et l'analyse simultanée des résultats selon les dimensions sociale, économique et environnementale. En particulier, il est indispensable de combiner méthodes qualitatives et quantitatives si l'on veut vraiment comprendre le contexte et les répercussions attendues de stratégies d'économie verte inclusive. Le renforcement des capacités devra porter sur des aspects d'ensemble, tels que la consolidation des systèmes et des outils permettant de mesurer l'économie verte inclusive, et celle des capacités institutionnelles, des ressources et des infrastructures de données ;
- (d) Pour obtenir des analyses véritablement multidimensionnelles, il faudra resserrer la collaboration entre secteurs, en assurant une formation spécialisée sur les activités faisant appel à de multiples parties prenantes. Dans ce contexte, la création de plates-formes et de dispositifs institutionnels à plusieurs acteurs doit être un préalable indispensable à toute action de planification intégrée. De plus, il est impératif de ménager une collaboration entre acteurs multiples quand on recourt à l'utilisation combinée de méthodes et d'outils d'évaluation intégrée.

Les notes d'orientation de la CEA se fondent sur divers travaux analytiques ainsi que sur des travaux de recherche sur le développement social et économique de l'Afrique, effectués à la Commission elle-même ou réalisés en collaboration avec elle. La CEA a pour mandat de promouvoir le développement économique et social dans les États membres et de favoriser l'intégration régionale en Afrique.

Pour plus d'informations, veuillez vous mettre en rapport avec la Section de l'économie verte et des ressources naturelles de la Division des initiatives spéciales de la CEA, Addis-Abeba (Éthiopie) en téléphonant au+251-11-544-3089.